

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1222

[C - 98/27295]

**30 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, notamment l'article 2 insérant un article 60bis dans le Code des droits de succession;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter et de publier sans retard les modalités d'exécution du décret-programme précité qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998 afin de permettre aux bénéficiaires de connaître et d'observer les obligations et dispositions en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises;

Considérant que le présent arrêté doit être adopté et publié sans retard afin de garantir la sécurité juridique des bénéficiaires qui répondent dès l'entrée en vigueur du décret aux conditions requises pour bénéficier du tarif réduit des droits de succession de sorte que cet avantage puisse être accordé effectivement avant la fin du délai dans lequel ils sont tenus de déposer la déclaration de succession au bureau de recette compétent;

Considérant que le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre qui a les Finances dans ses attributions;
- 2° le décret : le chapitre II du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports;
- 3° l'entreprise : toute personne physique ou personne morale constituée sous la forme commerciale, visée à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, à l'exclusion des professions libérales qu'elles soient exercées à titre individuel ou sous forme de société;
- 4° l'administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 5° les successeurs : les personnes déterminées à l'article 38 du Code des droits de succession et visées à l'article 60bis du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;
- 6° l'intermédiaire : le mandataire désigné par les successeurs auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration;
- 7° les titres : les actions et parts sociales à l'exclusion des créances obligataires.

**Art. 2.** Le Directeur général de l'administration est habilité à délivrer les attestations visées par le décret. Il peut déléguer cette compétence aux fonctionnaires de l'administration.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande de délivrance de l'attestation prévue par le décret est envoyée à l'administration par les successeurs ou leur intermédiaire sous pli recommandé.

§ 2. La demande de délivrance de l'attestation, dont le modèle figure en annexe I, mentionne :

- 1° les nom et prénoms, la date de naissance, la date de décès du de cujus et son dernier domicile;
- 2° l'adresse complète du bureau de perception des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession a été ou sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession;
- 3° les nom, prénoms et domicile de tous les successeurs;
- 4° la dénomination ou la raison sociale, le numéro d'inscription au registre de commerce, les numéros d'identification à la TVA et à l'ONSS ainsi que l'adresse de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, est sollicité;
- 5° le nombre de travailleurs, engagés par l'entreprise sous contrat de travail et soumis à l'ONSS, exprimé en équivalent temps plein, au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre du décès du de cujus. Ne sont pas concernés, les travailleurs visés à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
- 6° la valeur nette des avoirs visés à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, 1°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret ou de tous les titres visés à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, 2°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, calculée conformément à l'article 60bis, § 2, du Code des droits de succession, ainsi que le pourcentage de ceux qui sont en possession du défunt ou des successeurs.

§ 3. La demande de délivrance de l'attestation est accompagnée de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° soit les comptes annuels de l'année précédant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise, soit l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionnariat visé à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

§ 4. La demande de délivrance de l'attestation est datée et signée par les successeurs ou leur intermédiaire. Les successeurs ou leur intermédiaire déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets.

**Art. 4.** L'administration délivre dans un délai n'excédant pas trente jours ouvrables calculé à dater de la réception de la demande visée à l'article 3, en cas de décision favorable, une attestation, dont le modèle figure en annexe II du présent arrêté.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 3, § 2, ou n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 3, § 3, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les successeurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

L'attestation est délivrée en trois exemplaires dont deux originaux et une copie certifiée conforme datés et signés par le Directeur général de l'administration ou son délégué.

Le premier original est signifié aux successeurs ou à leur intermédiaire et est destiné à être joint à la déclaration de succession et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, la copie étant gardée par les successeurs ou leur intermédiaire.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les successeurs ayant bénéficié du taux réduit sur les droits de succession sont tenus de communiquer à l'administration au cours de chacune des cinq années qui suivent le décès du de cujus et au plus tard à la fin du trimestre anniversaire du trimestre du décès du de cujus, une déclaration dont le modèle figure en annexe III du présent arrêté, attestant que les conditions visées à l'article 60bis, § 3, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, restent remplies.

Cette déclaration mentionne le numéro de l'attestation délivrée en vertu de l'article 4 et est accompagnée d'une copie des comptes annuels, des déclarations statistiques et des relevés individuels de l'ONSS ainsi que du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de l'assemblée générale de l'année révolue suivant le décès.

§ 2. En cas de décision favorable, l'administration délivre aux successeurs ou à leur intermédiaire, dans les délais visés à l'article 4, un exemplaire original et une copie certifiée conforme de l'attestation dont le modèle figure en annexe IV du présent arrêté.

§ 3. En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires, dont deux originaux datés et signés par le Directeur général de l'administration ou son délégué et une copie certifiée conforme. Le premier original est délivré aux successeurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, tandis que la copie est gardée par les successeurs ou leur intermédiaire.

**Art. 6.** En cas de décision défavorable en ce qui concerne les attestations visées aux articles 4 et 5 du présent arrêté, les successeurs ou leur intermédiaire peuvent introduire un recours par pli recommandé auprès de l'administration dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification de la décision.

L'administration instruit le recours et le Ministre notifie sa décision aux successeurs dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours.

**Art. 7.** En cas de non-respect des dispositions visées à l'article 60bis, § 3, les successeurs sont tenus de liquider les droits de succession conformément au chapitre VII du Code des droits de succession.

**Art. 8.** Par dérogation aux articles 3 et 4 du présent arrêté, les successeurs des successions ouvertes entre le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et le 31 mars 1998 pourront bénéficier du taux réduit aux conditions stipulées par l'article 60bis du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, sur simple attestation des successeurs ou de leur intermédiaire adressée simultanément au receveur des droits de succession compétent et à l'administration.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 10.** Le Ministre du Budget et Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I

Ministère de la Région wallonne  
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
 Place de la Wallonie, 1  
 Jambes  
 Tél. : 081/33.31.11.

Formulaire de demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises en application de l'article 60bis du Code des droits de succession modifié, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports (*Moniteur belge* du 27 janvier 1998) et l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises

Partie I : Renseignements relatifs à la succession

L'attestation qui fait l'objet de la présente demande sera utilisée pour solliciter l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports.

Cette attestation sera annexée à la déclaration de succession de :

Nom et prénoms : .....

Né(e) le : ..... à .....

Décédé(e) le ..... à .....

Domicilié(e) en dernier lieu à .....

..... (adresse complète)

qui sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau du Receveur établi à : .....

..... (adresse complète du bureau du Receveur compétent)

dont la ou les personne(s) ci-après est ou sont le(s) successeur(s) :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

La ou les personne(s) précitée(s) présente(nt) la demande de délivrance de l'attestation et désign(ent) le mandataire suivant, en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Tél : .....

Fax : .....

Partie II : Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique Nom : ..... Prénoms : ..... Adresse : ..... Registre de commerce : n° ..... RC de ..... Date : ..... Identification TVA : n° ..... Numéro d'immatriculation à l'ONSS : ..... Description succincte de l'activité : ..... ..... .....
--



II. 6. Valeur nette des avoirs visés à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, 1e, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques (4)

--

Partie III : Annexes à joindre

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation sera accompagné de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'année précédant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les Institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° la cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

Partie IV : Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande .....	Numéro de dossier attribué .....	Traité par .....
Le dossier est complet    Oui Non	Documents manquants demandés le .....	Documents manquants ou compléments d'information reçus le .....

Annexe II

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tél. : 081/33.31.11

Attestation

La présente attestation est délivrée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports ainsi que de son arrêté d'exécution à :

.....  
.....  
..... (noms, prénoms, adresses)

ayant présenté une demande à cet effet le : .....

en leur qualité de successeurs de :

nom et prénoms : .....

né(e) le : ..... et décédé(e) le : .....

pour lequel(laquelle) la déclaration de succession sera déposée, conformément à l'article 38 du Code des droits de succession, au bureau des droits de succession établi à : .....

.....

et ayant désigné en qualité d'intermédiaire la personne mentionnée ci-après, à laquelle toute signification et communication peuvent être valablement faites par l'administration :

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

.....

numéro de téléphone : ..... Numéro de télécopie : .....

Concernant l'entreprise : .....

ayant son siège à : .....

inscrite au registre de commerce de : ..... sous le numéro : .....

et ayant le numéro de TVA : .....

Décision de l'administration		
L'entreprise	remplit ne remplit pas (5)	les conditions visées à l'article 60bis, § 1 <sup>er</sup> du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transport, pour les raisons suivantes
1. 60bis, § 1 <sup>er</sup> , 1 <sup>o</sup>		(6)
2. 60bis, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>		
3. 60bis, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , alinéa 2		
4. 60bis, § 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , alinéa 3		

La présente attestation portant le numéro de dossier ..... est délivrée le .....

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

#### Avis important

Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie, 1, bât. II, 3ème étage, à 5100 Jambes.

Dans un délai de trente jours, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

#### Annexe III

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tél. : 081/33.31.11.

Notification annuelle du respect des conditions visées à l'article 60bis, § 3 du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997.

La présente notification est relative à l'attestation délivrée en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises portant le numéro de dossier ..... délivrée aux personnes mentionnées ci-après le ..... concernant la succession de :

Nom et prénoms : .....

Né(e) le : ..... et décédé(e) le : .....

Domicilié(e) en dernier lieu à : .....

pour lequel(laquelle) une déclaration de succession a été déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau des droits de succession, établi à : .....

.....

le ..... et est inscrite sous le numéro : .....

Le ou les successeurs mentionnés ci-après :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

ayant désigné le mandataire suivant en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

N° de téléphone : ..... N° de télécopie : .....

déclarent :

1° qu'ils ont bénéficié d'une réduction des droits de succession en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

2° que l'entreprise a poursuivi son activité au cours de l'exercice .....

3° que le nombre de travailleurs, exprimé en unités de temps plein a été maintenu à 75 % du nombre déterminé dans la demande de délivrance d'attestation faite le .....

4° que les avoirs investis ou le capital social n'a pas diminué à la suite de prélèvements ou de distributions.

Partie I : Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique
Nom : .....
Prénoms : .....
Adresse : .....
Registre de commerce : n° ..... RC de ..... Date : .....
Identification TVA : n° .....
Numéro d'immatriculation à l'ONSS : .....
Description succincte de l'activité : .....
.....

II. 2. Personne morale
Dénomination commerciale : .....
Raison sociale : .....
Forme juridique : .....
Adresse du siège social : .....
Adresse du siège d'exploitation : .....
Registre de commerce : n° ..... RC de ..... date : .....
Identification TVA : n° .....
Numéro d'immatriculation à l'ONSS : .....
Numéro de code NACE : .....
Description succincte de l'activité : .....
.....





II. 6. Valeur nette des avoirs visés à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, 1°, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques (10)

--

Partie II : Annexes à joindre

Les copies certifiées sincères des documents suivants sont jointes à la présente notification :

1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'année révolue suivant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres de l'année révolue suivant le décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les Institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° la cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne par le décret.

Partie III : Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la notification : .....	N° d'attestation initiale : .....
Traité par : .....	Le dossier est complet    Oui Non
Documents manquants demandés le .....	Documents manquants ou compléments d'information reçus le .....

Annexe IV

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tél. : 081/33.31.11.

Attestation annuelle délivrée conformément à l'article 60bis, § 3 du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports.

Vu la première attestation délivrée en date du ..... à :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Successeur(s) de :

Nom, prénoms : .....

Décédé(e) le : .....

au(x)quel(s) la réduction des droits de succession a été accordée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret

en ce qui concerne l'entreprise : .....

ayant son siège à : .....

inscrite au Registre de commerce de ..... sous le numéro : .....

et assujettie à la TVA sous le numéro : .....

Le soussigné atteste que :

1° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du ..... inscrite sous le numéro ....., les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession sont remplies conformément à l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997.			
2° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du ..... Inscrite sous le numéro ....., les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession ne sont plus remplies pour les raisons suivantes (11) :			
a.	Art. 60bis, § 3, 1°		
b.	Art. 60bis, § 3, 2°		
c.	Art. 60bis, § 3, 3°		

La présente attestation est délivrée le ..... et remplace l'attestation en date du .....

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

#### Avis important

Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, Place de la Wallonie, 1, bât. II, 3ème étage à 5100 Jambes.

Dans un délai de trente jours, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

(1) Compléter le tableau ci-dessus en mentionnant pour les 4 trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus le nombre de journées rénumérées et assimilées pour les employés et ouvriers (à l'exclusion des stagiaires AR n° 230 et des apprentis) en fonction du régime de travail (5 ou 6 jours par semaine). Si l'entreprise occupe ou a occupé des personnes ne prestant pas des journées complètes, indiquez, en annexe, leur nom, les périodes au cours desquelles elles ont travaillé à temps partiel et selon quel horaire. Si le nombre obtenu dans la colonne « Total A + B » n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

(2) Indiquer, en annexe, la législation en vigueur conformément au Règlement (CEE) n° 1408/71.

(3) Uniquement pour les personnes morales.

(4) Uniquement pour les personnes physiques.

(5) Biffer la mention inutile ainsi que les cases justificatives.

(6) Indiquer la motivation en fait adéquate.

(7) Compléter le tableau ci-dessus en mentionnant pour les 4 trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus le nombre de journées rénumérées et assimilées pour les employés et ouvriers (à l'exclusion des stagiaires AR n° 230 et des apprentis) en fonction du régime de travail (5 ou 6 jours par semaine). Si l'entreprise occupe ou a occupé des personnes ne prestant pas des journées complètes, indiquez, en annexe, leur nom, les périodes au cours desquelles elles ont travaillé à temps partiel et selon quel horaire. Si le nombre obtenu dans la colonne « Total A + B » n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

(8) Indiquer, en annexe, la législation en vigueur conformément au Règlement (CEE) n° 1408/71.

(9) Uniquement pour les personnes morales.

(10) Uniquement pour les personnes physiques.

(11) Cocher la case justificative et indiquer la motivation en fait adéquate.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif au taux réduit pour les droits de succession en cas de transmission d'entreprise.

Namur, le 30 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1222

[C - 98/27295]

**30 APRIL 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, insbesondere des Artikels 2, durch den ein Artikel 60bis in das Erbschaftssteuergesetzbuch eingefügt wird;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1<sup>er</sup>, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Durchführungsbestimmungen des vorerwähnten Programmdekrets, das am 1. Januar 1998 in Kraft getreten ist, unverzüglich zu verabschieden und zu veröffentlichen sind, um den Begünstigten zu ermöglichen, die Pflichten und Regelungen für die Anwendung eines ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Unternehmen zu entrichtende Erbschaftssteuer zur Kenntnis zu nehmen und zu beachten;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß unverzüglich zu verabschieden und zu veröffentlichen ist, um die juristische Sicherheit jener Begünstigten zu gewährleisten, die beim Inkrafttreten des Dekrets die Bedingungen erfüllen, um in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes der Erbschaftssteuer zu gelangen, damit dieser Vorteil ihnen effektiv vor dem Ablauf der Frist, innerhalb deren sie die Erbschaftsanmeldung im zuständigen Einnahmeamt zu hinterlegen haben, gewährt werden kann;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß am 1. Januar 1998 wirksam wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören;

2° das Dekret: Kapitel II des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen;

3° der Betrieb: jede natürliche oder juristische Person, die in Form einer Handelsgesellschaft gegründet wurde und die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches genannt wird, mit Ausnahme der Freiberufe, unabhängig davon, ob sie individuell oder im Rahmen einer Gesellschaft ausgeübt werden;

4° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° die Nachfolger: die in Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches bestimmten Personen, die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches genannt werden;

6° der Vermittler: der von den Nachfolgern eingesetzte Bevollmächtigte, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann;

7° die Wertpapiere: die Aktien und Geschäftsanteile, mit Ausnahme der Obligationsforderungen.

**Art. 2** - Der Generaldirektor der Verwaltung ist befugt, die in dem Dekret angeführten Bescheinigungen auszustellen. Er kann diese Befugnis auf die Beamten der Verwaltung übertragen.

**Art. 3** - § 1. Der Antrag auf Ausstellung der in dem Dekret angeführten Bescheinigung wird durch die Nachfolger oder ihren Vermittler per Einschreibebrief an die Verwaltung gerichtet.

§ 2. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung, für den in der Anlage I ein Muster beigefügt wird, umfaßt folgende Informationen:

1° Name und Vorname, Geburtsdatum, Sterbedatum des Erblassers sowie dessen letzter Wohnsitz;

2° die vollständige Anschrift des Einnahmeamtes der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbschaft gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches angemeldet wurde, oder wird;

3° Name, Vorname und Wohnsitz eines jeden Nachfolgers;

4° die Gesellschaftsbezeichnung oder die Firma, die Eintragsnummer im Handelsregister, die Erkennungsnummer beim Mehrwertsteueramt und bei dem Landesamt für Soziale Sicherheit sowie die Anschrift des Betriebs, für den die Anwendung des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteils beantragt wird;

5° die Anzahl der Arbeitnehmer, die mit dem Betrieb in einem Arbeitsvertragsverhältnis stehen und beim Landesamt für Soziale Sicherheit eingetragen sind, ausgedrückt in Vollzeitseinheiten, und zwar für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist. Die in Artikel 5 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge angeführten Arbeitnehmer sind nicht betroffen.

6° der Nettobetrag des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis § 1<sup>er</sup>, 1E, des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Vermögens oder aller in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis § 1<sup>er</sup>, 2°, des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Wertpapiere, der gemäß Artikel 60bis § 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches berechnet wurde, sowie der Prozentsatz jenes Vermögens, das im Besitz des Verstorbenen oder seiner Nachfolger ist.

§ 3. Dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden beglaubigte Abschriften folgender Schriftstücke beigefügt:

1° entweder der Jahresabschluß des Jahres vor dem, in dem Erblasser verstorben ist, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder die Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in den Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

§ 4. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird von den Nachfolgern oder ihrem Vermittler datiert und unterzeichnet. Die Nachfolger oder ihr Vermittler geben eine ehrenwörtliche Erklärung ab, in der sie die Richtigkeit und Vollständigkeit der übermittelten Angaben und beigefügten Schriftstücke bescheinigen.

**Art. 4** - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Arbeitstagen, die ab dem Eingang des in Artikel 3 angeführten Antrags berechnet wird, stellt die Verwaltung im Falle einer positiven Entscheidung eine Bescheinigung aus, für die in der Anlage II des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird.

Umfaßt der Antrag nicht die gesamten in Artikel 3, § 2 angeführten Angaben oder fehlen die in Artikel 3, § 3 angeführten Beweisstücke, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind.

In diesem Fall teilt die Verwaltung den Nachfolgern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags mit, daß dieser unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Die Bescheinigung wird in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale und eine beglaubigte Abschrift, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden.

Das erste Original wird den Nachfolgern oder ihrem Vermittler zugestellt und dient dazu, der Erbschaftsanmeldung beigefügt zu werden. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnehmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift schließlich bleibt im Besitz der Nachfolger oder ihres Vermittlers.

**Art. 5** - § 1. Die Nachfolger, die in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes der Erbschaftsteuer gelangt sind, haben die Pflicht, im Laufe jedes der fünf auf das Todesjahr des Erblassers folgenden Jahre und spätestens am Ende des Quartals, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, eine Erklärung an die Verwaltung zu richten, für die in der Anlage III des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird und die bescheinigt, daß die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen noch stets erfüllt sind.

Diese Erklärung beinhaltet die Nummer der gemäß Artikel 4 ausgestellten Bescheinigung. Ebenfalls beigefügt wird: eine Abschrift des Jahresabschlusses, der statistischen Erklärungen und der Einzelaufstellungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit sowie des Aktienbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der Hauptversammlung des vollendeten Jahres nach dem Todesfall.

§ 2. Im Falle eines positiven Beschlusses stellt die Verwaltung den Nachfolgern oder ihrem Vermittler innerhalb der in Artikel 4 angeführten Fristen ein Original und eine beglaubigte Abschrift der Bescheinigung aus, für die in der Anlage IV des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird.

§ 3. Im Falle eines ablehnenden Beschlusses wird die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden und eine beglaubigte Abschrift. Das erste Original wird den Nachfolgern oder ihrem Vermittler zugestellt. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnehmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift schließlich bleibt im Besitz der Nachfolger oder ihres Vermittlers.

**Art. 6** - Ist der Beschluß über die in den Artikeln 4 und 5 des vorliegenden Erlasses angeführten Bescheinigungen ablehnend, sind die Nachfolger oder ihr Vermittler berechtigt, innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Mitteilung des Beschlusses per Einschreibebrief Einspruch bei der Verwaltung zu erheben.

Die Verwaltung überprüft den Einspruch und der Minister teilt den Nachfolgern seinen Beschluß innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs mit.

**Art. 7** - Im Falle der Mißachtung der in Artikel 60bis, § 3 angeführten Bestimmungen, sind die Nachfolger verpflichtet, die Erbschaftssteuern gemäß Kapitel VII des Erbschaftssteuergesetzbuches zu entrichten.

**Art. 8** - In Abweichung der Artikel 3 und 4 des vorliegenden Erlasses können die Nachfolger der zwischen dem 1. Januar 1998 und dem 31. März 1998 eröffneten Erbschaften zu den in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes gelangen, insofern die Nachfolger oder ihr Vermittler gleichzeitig eine einfache Bescheinigung an den zuständigen Einnehmer der Erbschaftssteuern und an die Verwaltung richten.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1998 wirksam.

**Art. 10** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen,  
der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage I

Ministerium der Wallonischen Region  
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung  
 Place de la Wallonie, 1  
 Jambes  
 Tel.: 081/33.31.11

Antragsformular für die Ausstellung einer Bescheinigung zwecks Anwendung des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in Anwendung des Artikels 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches, für die Wallonische Region abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen (*Belgischen Staatsblatt* vom 27. Januar 1998) und den Erlaß der Wallonischen Regierung über einen ermäßigten Steuersatz für die bei Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer.

Teil I: Angaben über die Erbschaft

Die Bescheinigung, die Gegenstand des vorliegenden Antrags ist, wird benutzt, um den durch den für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteil zu beantragen.

Diese Bescheinigung wird beigefügt in der Anlage der Erbschaftsanmeldung von:

Name und Vorname(n) .....  
 Geboren am ..... in .....  
 Verstorben am ..... in .....  
 Letzter Wohnsitz .....  
 ..... (vollständige Anschrift)

die gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Amt des Einnahmers von:  
 ..... (vollständige Anschrift des zuständigen Einnahmeamtes)

deren Nachfolger die nachstehend angeführte(n) Person(en) ist/sind:

Name	Vornamen	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Die vorangeführten Personen stellen den Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung und bezeichnen folgenden Bevollmächtigten als Vermittler, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname: .....  
 Anschrift: .....  
 Tel.: .....  
 Fax: .....

Teil II: Angaben über den Betrieb

<p>II. 1. Natürliche Person</p> <p>Name: .....</p> <p>Vorname: .....</p> <p>Anschrift: .....</p> <p>Handelsregister: Nr. .... - HR von ..... Datum: .....</p> <p>Erkennungsnummer MwSt.: Nr. ....</p> <p>Eintragungsnummer ONSS: .....</p> <p>Kurze Beschreibung der Tätigkeit: .....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
---



II. 6. Nettowert der in Artikel 60bis, § 1<sup>er</sup>, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Guthaben, so wie er aus der Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen ersichtlich wird (4)

--

Teil III: Beizufügende Anlagen

Dem Antragsformular für die Ausstellung der Bescheinigung sind beglaubigte Abschriften der nachstehend angeführten Schriftstücke beizufügen:

1° entweder, für die juristischen Personen, der Jahresabschluß des Jahres vor dem, in dem Erblasser verstorben ist, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, daß sie sich gemäß dem Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 über die auf dem Gebiet der Subventionen, Entschädigungen und Zulagen jeglicher Art, die vollständig oder teilweise zu Lasten des Staates sind, einzureichenden Erklärungen strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehalten

Eingangsdatum des Antrags .....	Zugeteilte Aktennummer .....	Sachbearbeiter .....
Die Akte ist vollständig Ja Nein	Fehlende Dokumente angefordert am .....	Fehlende Dokumente oder zusätzliche Informationen erhalten am .....

Anlage II

Ministerium der Wallonischen Region  
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung  
 Place de la Wallonie, 1  
 Jambes  
 Tel.: 081/33.31.11

Bescheinigung

Die vorliegende Bescheinigung wird gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen und dessen Durchführungserlaß eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches ausgestellt an:

.....  
 .....  
 ..... (Namen, Vornamen, Anschrift)

die zu diesem Zweck einen Antrag eingereicht haben am: .....

in ihrer Eigenschaft als Nachfolger von:

Name und Vorname: .....

geboren am: ..... und verstorben am: .....

für den die Erbschaftsanmeldung gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Einnahmeamt der Erbschaftssteuern von: .....

.....

und die die nachstehend angeführte Person als Vermittler bezeichnet haben, an die die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname: .....

Anschrift: .....

.....

Telefonnummer: ..... Faxnummer: .....

bezüglich des Betriebs: .....

mit Sitz in: .....

eingetragen in das Handelsregister von: ..... unter der Nummer: .....

und mit der Mehrwertsteuernr.: .....

Entscheidung der Verwaltung		
Der Betrieb erfüllt erfüllt nicht (5) die in dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis, § 1 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen, aus folgenden Gründen		
1. 60bis, § 1, 1°		(6)
2. 60bis, § 1, 2°, Absatz 1 <sup>er</sup>		
3. 60bis, § 1, 2°, Absatz 2		
4. 60bis, § 1, 2°, Absatz 3		

Die vorliegende Bescheinigung mit der Aktennummer ..... wird ausgestellt am .....

Im Namen der Wallonischen Regierung,

Der beauftragte Beamte.

Wichtige Mitteilung
Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingangsdatum der Mitteilung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Place de la Wallonie, 1, Gebäude II, 3. Stock, in 5100 Jambes. Innerhalb von dreißig Tagen teilt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluß mit.

Anlage III

Ministerium der Wallonischen Region  
Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tel.: 081/33.31.11

Jährliche Erklärung der Beachtung der in dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen.

Die vorliegende Erklärung bezieht sich auf die Bescheinigung, die ausgestellt wird, um in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu gelangen, mit der Aktennummer ....., die den nachstehend angeführten Personen am .....

ausgestellt wurde und folgende Erbschaft betrifft:

Name und Vorname: .....

geboren am: ..... und verstorben am: .....

Letzter Wohnsitz: .....

für den die Erbschaftsanmeldung gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt wurde im Einnahmeamt der Erbschaftssteuern von: .....

.....

am ..... und eingetragen unter der Nummer: .....



Der oder die nachstehend angeführten Nachfolger:

Name	Vorname	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

die die nachstehend angeführten Bevollmächtigten als Vermittler bezeichnet haben, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname: .....  
 Anschrift: .....  
 Telefonnummer: ..... Faxnummer: .....

erklären :

- 1e daß sie gemäß dem für die Wallonische Region durch das Dekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftsteuer gelangt sind;
- 2e daß das Unternehmen seine Tätigkeit im Laufe des Geschäftsjahres ..... weitergeführt hat;
- 3e daß die Anzahl der Arbeitnehmer, ausgedrückt in Vollzeiteneinheiten, auf ein Niveau von 75 % der in dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung vom ..... festgelegten Anzahl gehalten wurde;
- 4e daß die investierten Mittel oder das Gesellschaftskapital nicht durch Abbuchungen oder Auszahlungen verringert wurde.

Teil I: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person
Name: .....
Vorname: .....
Anschrift: .....
Handelsregister: Nr. .... - HR von ..... Datum: .....
Erkennungsnummer MwSt.: Nr. ....
Eintragsnummer ONSS: .....
Kurze Beschreibung der Tätigkeit: .....
.....

II. 2. Juristische Person
Handelsbezeichnung: .....
Firma: .....
Rechtsform: .....
Anschrift des Gesellschaftssitzes: .....
Anschrift des Betriebssitzes: .....
Handelsregister: Nr. .... - HR von ..... Datum: .....
Erkennungsnummer MwSt.: Nr. ....
Eintragsnummer ONSS: .....
NACE - Kennzahl: .....
Kurzbeschreibung der Aktivitäten: .....
.....



II. 6. Nettowert der in Artikel 60bis, § 1<sup>er</sup>, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Guthaben, so wie er aus der Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen ersichtlich wird (10)

--

Teil II: Beizufügende Anlagen

Der vorliegenden Mitteilung sind beglaubigte Abschriften der nachstehend angeführten Schriftstücke beizufügen:

1° entweder, für die juristischen Personen, der Jahresabschluß des vollendeten Jahres nach dem Tod des Erblassers, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale des vollendeten Jahres nach dem Tod des Erblassers, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeitseinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieinhaber.

Teil III: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, daß sie sich gemäß dem Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 über die auf dem Gebiet der Subventionen, Entschädigungen und Zulagen jeglicher Art, die vollständig oder teilweise zu Lasten des Staates sind, einzureichenden Erklärungen strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehalten

Eingangsdatum der Mitteilung: .....	Nr. der ersten Bescheinigung: .....
Sachbearbeiter: .....	Die Akte ist vollständig Ja Nein
Fehlende Dokumente angefordert am .....	Fehlende Dokumente oder zusätzliche Informationen erhalten am .....

Anlage IV

Ministerium der Wallonischen Region  
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung  
 Place de la Wallonie, 1  
 Jambes  
 Tel.: 081/33.31.11

Jahresbescheinigung, ausgestellt gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches

Aufgrund der ersten Bescheinigung ausgestellt am ..... an:

Name	Vorname	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Nachfolger von:

Name, Vorname: .....

Verstorben am: .....

dem die Ermäßigung der Erbschaftssteuer gemäß dem für die Wallonische Region durch das Dekret eingefügten Artikel 60bis gewährt wurde

für den Betrieb: .....

mit Betriebssitz in: .....

eingetragen in das Handelsregister von .....unter der Nummer: .....

und mehrwertsteuerpflichtig unter der Nummer: .....

Der Unterzeichnete bescheinigt, daß:

1° Gemäß den Informationen und Schriftstücken, die der jährlichen Erklärung vom ....., eingetragen unter der Nummer ....., beigefügt wurden, sind die Bedingungen, um in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer zu gelangen, gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis erfüllt			
2° Gemäß den Informationen und Schriftstücken, die der jährlichen Erklärung vom ....., eingetragen unter der Nummer ....., beigefügt wurden, sind die Bedingungen, um in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer zu gelangen aus folgenden Gründen nicht mehr erfüllt (11):			
a.	Art. 60bis, § 3, 1E		
b.	Art. 60bis, § 3, 2E		
c.	Art. 60bis, § 3, 3E		

Die vorliegende Bescheinigung wird am ..... ausgestellt und ersetzt die Bescheinigung vom .....

Im Namen der Wallonischen Regierung,

Der beauftragte Beamte.

#### Wichtige Mitteilung

Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingangsdatum der Mitteilung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Place de la Wallonie, 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes.

Innerhalb von dreißig Tagen teilt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluß mit.

(1) Obenstehende Tabelle ausfüllen, wobei für die 4 Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, die Anzahl der vergüteten oder gleichgestellten Tage für die Angestellten und Arbeiter anzugeben ist (mit Ausnahme der Praktikanten KE Nr. 230 und der Lehrlinge) je nach Arbeitszeitregelung (5 oder 6 Tage/Woche). Wenn der Betrieb Personen beschäftigt oder beschäftigt hat, die keine vollen Arbeitstage leisten, geben Sie bitte in der Anlage deren Namen an, die Zeitspannen, während denen sie gearbeitet haben und zu welchem Lohn sie vergütet wurden. Wenn das Ergebnis in der Spalte « Gesamt A + B » keine ganze Zahl ist, so wird sie auf die nächste Einheit aufgerundet, je nachdem ob die erste Dezimalzahl größer oder gleich als fünf ist, oder nicht.

(2) In der Anlage die geltende Gesetzgebung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 angeben.

(3) Ausschließlich für juristische Personen.

(4) Ausschließlich für natürliche Personen.

(5) Unzutreffendes sowie die Spalten zur Rechtfertigung streichen.

(6) Die faktisch angemessene Begründung anführen.

(7) Obenstehende Tabelle ausfüllen, wobei für die 4 Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, die Anzahl der vergüteten oder gleichgestellten Tage für die Angestellten und Arbeiter anzugeben ist (mit Ausnahme der Praktikanten KE Nr. 230 und der Lehrlinge) je nach Arbeitszeitregelung (5 oder 6 Tage/Woche). Wenn der Betrieb Personen beschäftigt oder beschäftigt hat, die keine vollen Arbeitstage leisten, geben Sie bitte in der Anlage deren Namen an, die Zeitspannen, während denen sie gearbeitet haben und zu welchem Lohn sie vergütet wurden. Wenn das Ergebnis in der Spalte « Gesamt A + B » keine ganze Zahl ist, so wird sie auf die nächste Einheit aufgerundet, je nachdem ob die erste Dezimalzahl größer oder gleich als fünf ist, oder nicht.

(8) In der Anlage die geltende Gesetzgebung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 angeben.

(9) Ausschließlich für juristische Personen.

(10) Ausschließlich für natürliche Personen.

(11) Die Spalte zur Rechtfertigung ankreuzen und die faktisch angemessene Begründung angeben.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1222

[C — 98/27295]

**30 APRIL 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, inzonderheid op artikel 2, waarbij een artikel 60bis is ingevoegd in het Wetboek der Successierechten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen voor de uitvoering van bovenbedoeld programmadecreet, dat op 1 januari 1998 in werking is getreden, zo spoedig mogelijk moeten worden aangenomen en bekendgemaakt opdat de begunstigden die in aanmerking komen voor het verlaagd tarief in geval van ondernemingsoverdracht de desbetreffende verplichtingen en voorschriften in acht kunnen nemen;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden aangenomen en bekendgemaakt teneinde de rechtszekerheid te waarborgen van de begunstigden die vanaf de inwerkingtreding van bovenbedoeld decreet de voorwaarden vervullen om het verlaagd tarief van de successierechten te genieten, zodat dit voordeel daadwerkelijk kan worden toegekend vóór het einde van de termijn binnen dewelke zij de aangifte van nalatenschap bij het bevoegde kantoor der successierechten moeten indienen;

Overwegende dat dit besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1998;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van Financiën;

2° het decreet : hoofdstuk II van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer;

3° de onderneming : elke natuurlijke of rechtspersoon in de vorm van een handelsvennootschap, zoals bedoeld in artikel 60bis, § 1, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd, met uitsluiting van de vrije beroepen die individueel of in de vorm van een vennootschap worden uitgeoefend;

4° het bestuur : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° de erfopvolgers : de personen bedoeld in artikel 38 van het Wetboek der Successierechten en in artikel 60bis van hetzelfde Wetboek, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd;

6° de tussenpersoon : de door de erfopvolgers aangewezen gemachtigde aan wie het bestuur alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kan richten;

7° de effecten : de aandelen en de inbreng, met uitzondering van de obligatieschuldvorderingen.

**Art. 2.** De directeur-generaal van het bestuur is bevoegd om de in het decreet bedoelde attesten af te geven. Hij kan deze bevoegdheid aan ambtenaren van zijn bestuur opdragen.

**Art. 3.** § 1. De erfopvolgers of hun tussenpersoon moeten hun attestaanvraag bij aangetekende brief aan het bestuur richten.

§ 2. Het aanvraagformulier voor het attest, dat moet overeenstemmen met het model in bijlage I, bevat de volgende gegevens :

1° de naam, voornaam, geboortedatum, datum van overlijden van de de cuius en zijn laatste woonplaats;

2° het volledige adres van het ontvangkantoor der successierechten waar de aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der Successierechten is of zal worden neergelegd;

3° de naam, voornamen en woonplaats van alle erfopvolgers;

4° de naam of firma, het inschrijvingsnummer in het handelsregister, de BTW- en RSZ-nummers en het adres van de onderneming die het voorwerp is van de aanvraag van het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd;

5° het aantal werknemers die de onderneming, in de loop van de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cuius overleden is, bij arbeidsovereenkomst voltijds in dienst genomen heeft en die onder de RSZ vallen. De werknemers bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten komen niet in aanmerking;

6° de nettowaarde van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd, of van alle effecten bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd, berekend overeenkomstig artikel 60bis, § 2, van het Wetboek der Successierechten, alsook het percentage van degene die in handen zijn van de erflater of de erfopvolgers.

§ 3. Bij de attestaanvraag dient een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden te worden gevoegd :

1° hetzij de jaarrekeningen van het jaar voorafgaand aan het overlijden van de de cuius, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is, hetzij de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele staten voor de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cuius overleden is, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lidstaten van de Europese Unie, overeenkomstig hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60*bis*, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd.

§ 4. De attestaanvraag moet gedateerd en getekend worden door de erfopvolgers of hun tussenpersoon. De erfopvolgers verklaren op hun erewoord dat de verstrekte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn.

**Art. 4.** In geval van gunstige beslissing wordt het attest, waarvan het model voorkomt in bijlage II bij dit besluit, afgegeven door het bestuur binnen een termijn van maximum dertig weekdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de in artikel 3 bedoelde aanvraag.

Wanneer de aanvraag niet alle in artikel 3, § 2, bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 3, § 3, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken ontvangen heeft. In dit geval verwittigt het bestuur de erfopvolgers of hun tussenpersoon binnen tien weekdagen na ontvangst van de aanvraag dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en geeft het de ontbrekende gegevens of stukken op.

Het attest wordt afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen en één voor eensluidend verklaard afschrift, gedateerd en getekend door de Directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde.

Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de erfopvolgers of aan hun tussenpersoon en is bij de aangifte van nalatenschap te voegen. Het tweede originele exemplaar wordt rechtstreeks overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der successierechten, terwijl de erfopvolgers of hun tussenpersoon het afschrift moeten bewaren.

**Art. 5.** § 1. De erfopvolgers die het verlaagd tarief der successierechten hebben genoten, moeten in de loop van elk van de vijf jaren na het overlijden van de de cuius en uiterlijk aan het einde van het kwartaal van de verjaardag van zijn overlijden, bij het bestuur een aangifte indienen waarvan het model in bijlage III bij dit besluit voorkomt en waaruit blijkt dat voldaan werd aan de voorwaarden bedoeld in artikel 60*bis*, § 3, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd.

Die aangifte vermeldt het nummer van het overeenkomstig artikel 4 afgegeven attest en gaat vergezeld van een afschrift van de jaarrekeningen, statistische aangiften, individuele RSZ-staten, alsook van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, van het register van de algemene vergadering van het afgelopen jaar na het overlijden.

§ 2. In geval van gunstige beslissing bezorgt het bestuur de erfopvolgers of hun tussenpersoon, binnen de in artikel 4 bedoelde termijn, een origineel exemplaar en een voor eensluidend verklaard afschrift van het attest, waarvan het model in bijlage IV bij dit besluit voorkomt.

§ 3. In geval van ongunstige beslissing wordt het attest afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen gedateerd en getekend door de directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde, alsook een voor eensluidend verklaard afschrift. Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de erfopvolgers of aan hun tussenpersoon. Het tweede exemplaar wordt rechtstreeks verzonden aan de bevoegde ontvanger der successierechten, terwijl het afschrift door de erfopvolgers of hun tussenpersoon te bewaren is.

**Art. 6.** In geval van ongunstige beslissing betreffende de in de artikelen 4 en 5 van dit besluit bedoelde attesten kunnen de erfopvolgers of hun tussenpersoon, binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing, bij aangetekende brief beroep instellen bij het bestuur.

Het bestuur onderzoekt het beroep en de Minister geeft de erfopvolgers kennis van zijn beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

**Art. 7.** Als de in artikel 60*bis*, § 3, bedoelde bepalingen niet in acht worden genomen, zijn de erfopvolgers ertoe gehouden de successierechten te vereffenen overeenkomstig hoofdstuk VII van het Wetboek der Successierechten.

**Art. 8.** In afwijking van de artikelen 3 en 4 van dit besluit kunnen de erfopvolgers van de tussen 1 januari 1998 en 31 maart 1998 geopende nalatenschappen het verlaagd tarief genieten onder de voorwaarden bedoeld in artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd, door hun attest of dat van hun tussenpersoon gelijktijdig over te maken aan de bevoegde ontvanger der successierechten en aan het bestuur.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

**Art. 10.** De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I

Ministère de la Région wallonne  
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
 Place de la Wallonie, 1  
 5100 Jambes  
 Tel. : 081/33.31.11

Aanvraagformulier betreffende het attest waarmee het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht kan worden verkregen overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, voor het Waalse Gewest gewijzigd bij het decreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer (*Belgisch Staatsblad* van 27 januari 1998) en bij het besluit van de Waalse Regering betreffende het verlaagd tarief der successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Deel I: Gegevens over de nalatenschap

Het attest dat het voorwerp is van deze aanvraag, moet dienen voor de aanvraag van het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest is ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer.

Dit attest moet gevoegd worden bij de aangifte van nalatenschap van :

Naam en voornaam : .....  
 geboren op ..... te .....  
 overleden op ..... te .....  
 laatst woonachtig te ..... (volledig adres)  
 en moet overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten neergelegd worden op het kantoor van de ontvanger te ..... (volledig adres van het kantoor van de bevoegde ontvanger)  
 die de volgende personen als wettelijke erfopvolger(s) heeft :

Naam	Voornamen	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Bovengenoemde personen dienen een aanvraag om attest in en wijzen de volgende persoon aan als tussenpersoon aan wie het bestuur alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kan richten :

Naam en voornaam : .....  
 Adres : .....  
 Telefoon : .....  
 Fax : .....

Deel II: Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon Naam : ..... Voornaam : ..... Adres : ..... Handelsregister : nr. .... - HR van ..... Datum : ..... BTW-nr. : ..... RSZ-registratienr. : ..... Beknopte beschrijving van de activiteit : ..... ..... ..... .....
---

II. 2. Rechtspersoon	
Naam : .....	
Firma : .....	
Rechtsvorm : .....	
Adres van de zetel van de vennootschap : .....	
Adres van de bedrijfszetel : .....	
Handelsregister : nr. .... HR van ..... datum : .....	
BTW-nr. : .....	
RSZ-registratienr. : .....	
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit : .....	

II. 3. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden (1)					
Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II. 4. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een lidstaat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen (2)	
Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e kwartaal	
2e kwartaal	
3e kwartaal	
4e kwartaal	

II. 5. Samenstelling van het maatschappelijk kapitaal (3)			
Aantal effecten in handen van de erflater, zijn/haar echtgeno(o)t(e) of de holdingvennootschap, met de aangegeven nettowaarde		Aantal effecten van de erfopvolgers, met de aangegeven nettowaarde	
Aantal	Aangegeven nettowaarde	Naam en voornaam	Aantal en waarde

II. 6. Nettowaarde van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der Successierechten zoals bepaald in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting (4)



Deel III : Bij te voegen bijlagen

Bij het aanvraagformulier voor de afgifte van het attest moet een voor eensluidend verklaarde afschrift van de volgende bescheiden worden gevoegd :

1° hetzij, voor de rechtspersonen, de jaarrekeningen van het jaar voorafgaand aan het overlijden van de erflater, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie gevestigd is, hetzij, voor de natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele overzichten betreffende de vier kwartalen voorafgaand aan het overlijden van de erflater, hetzij gelijkaardige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit op ondubbelzinnige wijze kan worden afgeleid hoeveel werknemers voltijds tewerkgesteld zijn door de onderneming;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest werd ingevoegd bij het decreet.

Deel IV : Verklaring op erewoord

Ondergetekenden bevestigen op de hoogte te zijn van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen i.v.m. subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht na te leven en het bestuur de nodige inlichtingen te verschaffen met betrekking tot deze aanvraag.

Datum :

Handtekeningen

Vak voorbehouden aan het bestuur

Datum van ontvangst van de aanvraag .....	Toegekend dossiernummer .....	Behandeld door .....
Het dossier is volledig Ja Nee	Ontbrekende documenten gevraagd op .....	Ontbrekende documenten en/of aanvullende gegevens ontvangen op .....

Bijlage II

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tel. : 081/33.31.11

Attest

Dit attest wordt afgegeven krachtens artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest werd ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, en krachtens het uitvoeringsbesluit ervan

aan :

.....  
.....  
..... (namen, voornamen en adressen)

die het attest hebben aangevraagd op : .....

als erfopvolgers van : .....

Naam en voornaam : .....

geboren op : ..... en overleden op : .....

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten zal worden neergelegd op het kantoor der successierechten te : .....

en die de hiernavermelde persoon heeft aangewezen als tussenpersoon aan wie het bestuur alle betekeningen en mededelingen op geldige wijze kan richten :

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

.....

Telefoon : ..... Telefax : .....

Betreffende de onderneming : .....

met zetel te : .....

ingeschreven in het handelsregister : ..... onder nummer : .....

en met als BTW-nr. : .....

Beslissing van het bestuur		
De onderneming voldoet aan voldoet niet aan (5) de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 1 van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest werd ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, om de volgende redenen		
1. 60bis, § 1, 1°		(6)
2. 60bis, § 1, 2°, eerste lid		
3. 60bis, § 1, 2°, tweede lid		
4. 60bis, § 1, 2°, derde lid		

Dit attest, met het dossiernummer ....., wordt afgegeven op .....

Namens de Waalse Regering,

De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht
Tegen deze beslissing kan binnen vijftien dagen na ontvangst van de betekening van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi", place de la Wallonie, 1, bât. II, 3e étage, 5100 Jambes. De Minister van Begroting en Financiën betekent zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen.

### Bijlage III

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tel. : 081/33.31.11

Jaarlijkse mededeling betreffende de inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 3, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het programmadecreet van 17 december 1997 werd ingevoegd.

Dit bericht betreft het attest (dossiernummer... ) dat op..... werd afgegeven aan de hierna genoemde personen met het oog op de toekenning van het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht en met betrekking tot de successie van :

Naam en voornaam : .....

geboren op : ..... en overleden op : .....

laatst woonachtig te : .....

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten werd nergelegd op het kantoor der successierechten te : .....

.....

.....op ..... en ingeschreven onder nummer : .....

De hierna genoemde erfgenaam (erfgenamen) :

Naam	Voornaam	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

hebben volgende gemachtigde aangewezen als tussenpersoon aan wie het bestuur alle betekeningen en mededelingen op geldige wijze kan richten :

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

Telefoon : ..... Telefax : .....

bevestigen :

1° een vermindering van de successierechten te hebben genoten overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd;

2° dat de onderneming haar activiteit heeft voortgezet gedurende het boekjaar .....

3° dat het aantal voltijdse werknemers gehandhaafd werd op 75 % van het aantal vermeld in de attestaanvraag opgemaakt op .....

4° dat er geen vermindering is van de belegde activa of het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van heffingen of uitkeringen.

Deel I : Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon
Naam : .....
Voornaam : .....
Adres : .....
Handelsregister : nr. .... HR van ..... Datum : .....
BTW-nr. : .....
RSZ-registratienr. : .....
Beknopte beschrijving van de activiteit : .....
.....
.....
.....

II. 2. Rechtspersoon
Naam : .....
Firma : .....
Rechtsvorm : .....
Adres van de zetel van de vennootschap : .....
Adres van de bedrijfszetel : .....
Handelsregister : nr. .... HR van ..... datum : .....
BTW-nr. : .....
RSZ-registratie nr. : .....
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit : .....
.....
.....
.....



II. 6. Nettowaarde van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der Successierechten zoals bepaald in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting (10)

Deel II : Bij te voegen bijlagen

Bij deze betekening dienen voor eensluidend verklaarde afschriften van de volgende bescheiden te worden gevoegd :

1° hetzij, voor de rechtspersonen, de jaarrekeningen van het jaar na het overlijden van de erflater, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is op de plaats waar de zetel van de effectieve directie gevestigd is, hetzij, voor de natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele overzichten betreffende de vier kwartalen van het afgelopen jaar na het overlijden van de erflater, hetzij analoge documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit op ondubbelzinnige wijze kan worden afgeleid hoeveel werknemers voltijds zijn tewerkgesteld door de onderneming;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vereniging;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd.

Deel III : Verklaring op erewoord

Ondergetekenden bevestigen op de hoogte te zijn van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1993 betreffende de verklaringen te doen i.v.m. subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht na te leven en het bestuur de nodige inlichtingen te verschaffen met betrekking tot deze aanvraag.

Datum :

Handtekeningen

Vak voorbehouden aan het bestuur

Datum van ontvangst van de betekening .....	Nummer van het oorspronkelijke attest : .....
Behandeld door : .....	Het dossier is volledig Ja Nee
Ontbrekende documenten gevraagd op : .....	Ontbrekende documenten en/of aanvullende gegevens ontvangen op .....

Bijlage IV

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi  
Place de la Wallonie, 1  
Jambes  
Tel. : 081/33.31.11

Attest

Jaarlijks attest afgegeven krachtens artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest werd ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer.

Gelet op het eerste attest afgegeven op ..... aan : .....

Naam	Voornaam	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Erfopvolgers van :

Naam, voornaam : .....

overleden op : .....

aan wie een vermindering van de successierechten werd toegekend overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het decreet werd ingevoegd

betreffende de onderneming : .....

met zetel te : .....

ingeschreven in het handelsregister van ..... onder nummer : .....

BTW-nr. : .....

Ondergetekende bevestigt het volgende :

1° Uit de inlichtingen en documenten in de jaarlijkse betekening van ....., onder nummer ....., blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten vervuld zijn overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat voor het Waalse Gewest bij het programmadecreet van 17 december 1997 werd ingevoegd.			
2° Uit de inlichtingen en documenten in de jaarlijkse melding van ....., onder nummer ....., blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten niet meer vervuld zijn om de volgende redenen (11) :			
a.	Art. 60bis, § 3, 1°		
b.	Art. 60bis, § 3, 2°		
c.	Art. 60bis, § 3, 3°		

Dit attest is afgegeven op ..... en vervangt het attest d.d. ....

Namens de Waalse Regering,  
De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht
Tegen deze beslissing kan binnen vijftien dagen na ontvangst van de betekening van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi", place de la Wallonie, 1, bât. II, 3e étage, 5100 Jambes. De Minister van Begroting en Financiën betekent zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen.

(1) De tabel hierboven invullen en voor elk van de vier kwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin de erflater is overleden, het aantal bezoldigde dagen opgeven voor de bedienden en de arbeiders (met uitzondering van de stagiairs KB nr. 230 en de leerlingen), al naargelang de arbeidsduur (5 of 6 dagen per week). Als de onderneming deeltijdse werknemers tewerkstelt of heeft tewerkgesteld, ter toelichting hun naam opgeven alsook de perioden waarin ze deeltijds gewerkt hebben en hun dienstregeling. Als het in kolom « Total A + B » verkregen getal niet geheel is, wordt het op een hele eenheid naar boven afgerond, naarmate zijn eerste decimaal al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5.

(2) De overeenkomstig het Reglement (EEG) nr. 1408/71 vigerende wetgeving als bijlage opgeven.

(3) Alleen voor rechtspersonen.

(4) Alleen voor natuurlijke personen.

(5) Schrappen wat niet past en de gepaste vakken invullen.

(6) De gepaste feitelijke motivering opgeven.

(7) De tabel hierboven invullen en voor elk van de vier kwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin de erflater is overleden, het aantal bezoldigde dagen opgeven voor de bedienden en de arbeiders (met uitzondering van de stagiairs KB nr. 230 en de leerlingen), al naargelang de arbeidsduur (5 of 6 dagen per week). Als de onderneming deeltijdse werknemers tewerkstelt of heeft tewerkgesteld, ter toelichting hun naam opgeven alsook de perioden waarin ze deeltijds gewerkt hebben en hun dienstregeling. Als het in kolom « Total A + B » verkregen getal niet geheel is, wordt het op een hele eenheid naar boven afgerond, naarmate zijn eerste decimaal al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5.

(8) De vigerende wetgeving overeenkomstig het Reglement (EEG) nr. 1408/71 als bijlage opgeven.

(9) Alleen voor rechtspersonen.

(10) Alleen voor natuurlijke personen.

(11) Het gepaste vak invullen en de gepaste feitelijke motivering opgeven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 30 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE